

VOIX DU MONDE RURAL

2013/01 N°109

“Décroissance” dans les investissements agricoles

Editeur:

George Dixon
FERNANDEZ

Secrétariat:

FIMARC aisbl
rue Jaumain 15
5330 ASSESSE

BELGIUM

Tel/Fax:

+32-83-656236

www.fimarc.org

fimarc@skynet.be

Compte bancaire:

ING 310-0756026-94
IBAN

BE87 3100 7560 2694

BIC/SWIFT

BBRUBEBB

Mise en page:

FIMARC aisbl

Photos & Dessins:

FIMARC aisbl

(sauf mention spéciale)

Abonnement:

15,00 €/an

Parution:

33^{ème} année

Impression:

FIMARC aisbl

Sommaire

Editorial	3
“Décroissance” dans les Investissements agricoles	5
Nouvelles de la Coordination	14

*Couverture : Moissons, Pakistan 2013
(photo Rufus KAMRAN)*

Périodique publié en quatre langues par la FIMARC, qui
donne un écho de la vie du monde rural et de l'action des
Mouvements membres ou non de la Fédération

© FIMARC



Chers lecteurs du VMR,

Recevez nos meilleures salutations depuis le secrétariat international.

Les 4 numéros de VMR de l'année 2012 ont approfondi notre thème général de la «décroissance» en mettant l'accent, au cours des numéros, sur comment appliquer la décroissance dans les secteurs de l'énergie, de l'alimentation, de la consommation d'eau et de la production alimentaire. De nombreux membres de la FIMARC et d'autres lecteurs du VMR nous ont fait un retour très positif sur ces publications et nous ont demandé d'approfondir et de fournir plus d'analyse encore sur ce thème de la décroissance dans ses applications pratiques dans divers champs. Le Bureau de la FIMARC a donc décidé de poursuivre ce focus sur la décroissance et ce premier numéro de VMR est consacré à l'application de la décroissance dans les investissements agricoles.

Les investissements des entreprises ont chassé des millions de petits producteurs de leur propre terre, les ont privés d'autres ressources productives en générant de nombreuses violations des droits humains dans de nombreux pays par l'expansion de mono cultures et de production d'agro carburants.

On retrouve un nombre important d'investisseurs privés dans le secteur agricole, tout comme un grand nombre de sociétés investies dans la production alimentaire, la transformation ou encore s'occupant de fonds d'investissement, cherchant des opportunités pour investir dans la terre ou d'autres actifs du secteur.

Qu'il s'agisse de terres agricoles, d'espaces urbains ou de zones spéciales d'investissement, tout est bon pour attirer les investisseurs étrangers au détriment des petits agriculteurs et de la souveraineté alimentaire des pays, même si la malnutrition affecte toujours les plus pauvres.

La petite agriculture paysanne familiale est actuellement toujours le modèle de production alimentaire dominant puisqu'il nourrit plus de 70% de la population. La petite agriculture paysanne familiale contribue également aux avantages sociaux, économiques, environnementaux, comme celui de créer de l'emploi, de maintenir des pratiques culturelles pour un développement rural soutenable qui préserve les écosystèmes.

Et pourtant aujourd'hui, les petits producteurs font face à des contraintes sévères comme par exemple pour l'accès à la terre et au crédit, l'insécurité de l'usage de la terre, des limites en ce qui concerne la production de semences et l'échange de celles-ci, des prix qui ne couvrent pas les coûts de production, des systèmes de recherche qui ne rencontrent pas leurs besoins pour une production soutenable, l'absence de mécanismes pour stabiliser les marchés locaux et nationaux et une régulation inadéquate des marchés financiers et de marchandises.

Dans ce contexte, nous allons analyser les aspects de décroissance dans le champ de l'investissement agricole et cela signifie qu'il y a un grand besoin de réduire la tendance actuelle de promotion des investissements des entreprises dans le secteur agricole qui détruit les systèmes de production locaux et de la petite agriculture paysanne familiale. Dans un sens, nous pourrions dire qu'investir dans la petite agriculture paysanne est la meilleure manière d'appliquer la décroissance dans le secteur agricole. Ces investissements devraient donc viser à éradiquer la faim, en assurant le droit à l'alimentation, en améliorant des systèmes locaux de productions alimentaires durables, en créant des conditions favorables pour les travailleurs agricoles.

Je vous souhaite une bonne lecture et une bonne et prospère année 2013

Avec mes meilleures salutations

*George Dixon FERNANDEZ
Secrétaire général*



“Décroissance” dans les investissements agricoles

Les dépenses en nourriture représentent jusque 70% du budget familial tandis que dans les pays développés, celles-ci n'excèdent pas 10 à 20%. Ces 2 chiffres illustrent bien les conséquences tragiques de n'importe quelle montée des prix des denrées alimentaires, pouvant plonger des familles entières dans des situations de sous alimentation, voir de famine.

Ce dossier tentera de mettre en évidence comment les investisseurs/spéculateurs détruisent l'agriculture paysanne et familiale en investissant tellement dans des modes productions orientés vers le marché, dans la constitution de réserves de produits alimentaires, pour spéculer sur la nourriture ou encore quand les productions de produits alimentaires sont détournées pour la production d'agro carburants. Dans une seconde partie nous verrons ce que de notre point de vue, il serait intéressant d'investir en agriculture, qui réponde à sa première fonction de nourrir le monde, dans une perspective de souveraineté alimentaire et dans le respect des droits de l'Homme pour terminer avec une série de propositions d'actions à mettre en place pour y arriver.

LES INVESTISSEMENTS EN AGRICULTURE

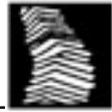
La flambée des prix des produits alimentaires en 2007 et 2008 a mis en exergue le rôle plus que jamais indispensable de l'agriculture et de la nécessité d'y investir afin de pouvoir continuer à nourrir le monde. Les raisons de ces crises alimentaires sont notamment les changements climatiques, la volatilité des prix des produits alimentaires, l'appauvrissement des sols et des nappes aquifères mais surtout sans doute la spéculation énorme sur les terres pour la production de monocultures destinées principalement à l'exportation et la pression sur ces terres pour la production d'agro carburants. Tout cela rendu possible par des politiques agricoles acceptées par de nombreux gouvernants plus avides de gain que de la sécurité alimentaire des peuples.

Qui sont les investisseurs et quels sont leurs objectifs ?

Ceux qui sont certainement les plus connus sont les firmes multinationales ou encore des compagnies privées, des sociétés minières ou pétrolières, des fonds de pension... Leur objectif est clair : il s'agit de gagner de l'argent en spéculant sur les produits alimentaires. Tout cela se traduit par l'accaparement de terres, l'imposition de monocultures destinées à l'exportation en utilisant une forte mécanisation et avec la complicité de l'agro industrie, utilisant toute la gamme de produits chimiques, OGM et toutes les technologies modernes à disposition.



*Accaparement de terre pour l'exploitation
d'une mine d'or, Guatemala*



*Manifestation de la FIMARC contre
l'accaparement de terres - FSM 2011 Dakar, Sénégal*

Ces investisseurs spéculent particulièrement dans 5 domaines: la production, les agro carburants, les marchés agricoles, les politiques agricoles et commerciales et la constitution de réserves et de stocks alimentaires.

Depuis les années 1970, les dépenses publiques dans le secteur agricole ont été réduites fortement dans la plupart des pays sous l'effet des politiques d'ajustement structurel imposées par le FMI pour que ces pays puissent rembourser leur dette. Malgré cela, le taux de croissance de la production agricole mondiale n'a cessé d'augmenter pour atteindre aujourd'hui son niveau le plus élevé depuis 50 ans, principalement en raison de l'apport massif d'intrants extérieurs et des manipulations des semences (hybrides, OGM...). Mais, une hausse des rendements n'induit pas nécessairement la sécurité alimentaire.

Dans les numéros plus récents de votre VMR, nous avons évoqué très souvent la question de l'accaparement des terres pour la production d'agro carburants. Les exemples sont nombreux que ce soit en Asie, en Afrique tout comme en Amérique latine. Actuellement on parle de millions d'hectares de terres qui échappent de cette façon à la production agricole menaçant la sécurité alimentaire de tout autant de personnes et ayant des impacts graves, voir irréversibles sur les écosystèmes.

Les politiques agricoles adoptées par de nombreux pays, ne concourent pas non plus à la sécurité et la souveraineté alimentaire des populations. En effet, les institutions financières internationales poussent les pays à de plus de plus de compétition, d'ouverture de leurs frontières et à l'abolition de toutes les mesures de protection de leur agriculture paysanne. Même si la partie des produits alimentaires échangés sur le marché international reste relativement faible (on cite un chiffre d'à peine 10%), c'est au niveau des marchés internationaux que les prix des principales céréales est fixé, entraînant des hausses de prix difficilement supportables pour les marchés internes.

En conséquence, les populations locales ne peuvent plus s'offrir les produits de base nécessaires à leur alimentation, vu ces coûts exorbitants. Ajoutons à cela les politiques de dumping des grands pays exportateurs qui elles aussi ruinent les économies locales et entrent en concurrence directe avec les produits locaux allant parfois jusque la disparition de ceux-ci en entraînant une dépendance plus grande encore de ces pays, vis-à-vis de ces pays.



*Célébration de la récolte du blé au village 17 M/L Piplan
Organisée par la Société pour la Paix et le Développement Durable,
Mai 2013, Pakistan*



Quand aux pratiques des multinationales, elles ne font que renforcer ces conditions de plus en plus difficiles pour les pays en développement. Les conditions de libéralisation imposées aux pays émergents par le FMI, la Banque Mondiale et les organisations de libre-échange leur ont du reste

préparé le terrain et on assiste à une concentration de plus en plus grande des sociétés. Par exemple, 6 sociétés concentrent quelque 85 % du commerce mondial des céréales, se partagent environ 60 % des semences mondiales de café, détiennent plus de 80 % des ventes de cacao, 3 se répartissent 80 % du commerce des bananes...

Des semences aux engrais, du stockage à la transformation jusqu'à la distribution finale, elles font la loi pour des millions de paysans de notre planète et le risque est de plus en plus grand de voir ces entreprises contrôler la nourriture du monde.

Questions pour les groupes et les mouvements :

- *Quelle est la place des investisseurs dans votre pays ?*
- *Y a-t-il encore suffisamment de place pour l'agriculture paysanne familiale ?*



LES INVESTISSEMENTS NÉCESSAIRES

Pour que l'agriculture paysanne relève le défi de nourrir l'humanité, des investissements sont nécessaires, pour répondre aux vrais besoins des paysans, éleveurs, pêcheurs, ainsi que pour les artisans et commerçants vivant dans l'espace rural. Ces investissements doivent être faits avec la perspective de la réalisation des droits humains pour tous et dans la dynamique de la souveraineté alimentaire.

Les besoins des petits paysans

Ils peuvent être formulés en quelques points qui sont autant de repères pour les investissements à réaliser :

- Se nourrir, soi et sa famille ; nourrir la communauté locale, la population d'une région, d'un pays, du monde ; donc, réduire la pauvreté ;
- Produire mieux, en améliorant des techniques naturelles, pour une agro écologie intensément écologique, utilisant les ressources naturelles avec la protection de l'environnement ;
- Avoir un revenu permettant de vivre : prix rétribuant le travail, refus du dumping des importations, réaliser et garder en mains la plus-value par la transformation et la commercialisation des produits ; accès aux marchés locaux ;



- Formation humaine et technique, pour les femmes et les hommes, en vue d'une meilleure utilisation et valorisation des ressources naturelles ; la formation doit aussi avoir pour objectifs l'apprentissage de la responsabilité individuelle et collective, la capacité à être partenaires dans les décisions ; permettre à chacune et à chacun « d'être debout » ;
- Pouvoir s'organiser en associations, coopératives ou tout autre forme collective, pour être partenaires et décideurs de la politique agricole mettant en œuvre la souveraineté alimentaire ;



Quand nous parlons d'investissements, il ne s'agit pas uniquement de moyens financiers, même si ceux-ci sont essentiels ; les investissements doivent répondre aux vrais besoins des acteurs de terrain dans le monde rural. Les investissements doivent se faire en partenariat entre les paysans, les organisations paysannes et les pouvoirs publics.

Un premier investissement serait selon nous, l'investissement dans l'humain, dans la valorisation des connaissances et savoir-faire des populations et des communautés locales. Un autre investissement serait celui de l'énergie par des techniques simples permettant une meilleure productivité. L'investissement dans le capital est tout aussi nécessaire pour que chaque petit

producteur ou éleveur puisse investir lui-même pour son propre développement. En corollaire de ce point, l'investissement dans le capital productif est également indispensable : terre, eau, semences paysannes, ressources en vue de la protection et de la maîtrise par les populations locales. Toute une série d'autres investissements sont tout aussi nécessaires tels que des plans ou programmes permettant aux paysans d'avoir un revenu. Cela passe par l'adoption de politiques fiscales, d'une recherche en agro écologie, par le développement de la vie sociale... Reste évidemment les investissements à prévoir dans la recherche, en y associant les populations locales afin de valoriser leurs savoir faire et leurs connaissances et dans le même ordre d'idée l'investissement dans divers types de formations techniques pour donner une valeur ajoutée à la production en vue d'une meilleure conservation, d'un meilleur stockage et ainsi d'une mise sur le marché au moment adéquat.

Questions pour les groupes et les mouvements :

- *Parmi les besoins vitaux cités ci-dessus, pourriez-vous compléter la liste ?*
- *Parmi les investissements que la FIMARC estiment nécessaires, auriez-vous envie d'en ajouter d'autres ?*



QUELQUES PISTES D'ACTION

En direction des paysans et éleveurs

L'union fait la force... Il s'agit donc pour les paysans, les producteurs de s'organiser pour gérer ensemble des projets, l'accès aux ressources naturelles, pour élaborer et suivre les politiques agricoles et pour créer des alliances et des réseaux d'actions, du plan local au plan régional et mondial. Il s'agit aussi de développer les cultures vivrières avant toute autre forme de production, de mettre en place des solutions innovantes pour la gestion des stocks, de diversifier les cultures... Pour mettre tout cela en œuvre, il faut aussi se former pour mieux comprendre comment gérer les ressources naturelles, se former à des techniques respectueuses de l'environnement comme l'agro écologie ou l'agro foresterie et surtout diffuser ces connaissances.

Nous parlons des producteurs mais si dans de nombreux pays l'agriculture représente toujours une part importante de l'activité des populations, il reste aussi une part importante de la population qui est consommatrice. Des pistes sont à creuser également dans ce sens pour associer la société civile à la définition, à la mise en œuvre, à l'évaluation des politiques agricoles et de développement, pour la former à la sécurité alimentaire, aux dimensions humaines et sociales, pour l'émergence d'une conscience collective... Ceci peut se faire via des groupes d'achat de consommateurs, via des immersions dans les fermes et centres de productions.

En direction des pouvoirs publics, des Etats

Les pouvoirs publics, les Etats et les gouvernements doivent veiller à l'équilibre des politiques concernant le développement économique, les échanges commerciaux ou la gestion des ressources naturelles. Il leur incombe de soutenir l'agriculture paysanne et familiale et de réguler les marchés, en définissant des politiques en faveur du droit à l'alimentation, en favorisant l'utilisation durable des ressources naturelles et en assurant un accès équitable pour les plus pauvres. La souveraineté alimentaire et les droits de l'homme doivent être les axes stratégiques prioritaires des pouvoirs publics et des Etats pour lutter contre la faim et réduire la pauvreté.

Questions pour les groupes et les mouvements :

- *Quelles autres revendications souhaiteriez-vous ajouter à celles citées ci-dessus*
- *En faveur de quelles instances ?*



Nouvelles de la Coordination



Rencontre de la Coordination asiatique 2013

La réunion de la Coordination Asiatique de la FIMARC a eu lieu au centre de ressource et de formation RRF à Jessore au Bangladesh, du 15 au 22 février 2013. L'évaluation et le planning des activités asiatiques de la FIMARC, une visite d'immersion pour connaître la réalité du pays et le travail du mouvement national, une rencontre avec des membres du BSDF, des débats sur les effets du changement climatique sur l'agriculture durable, etc. ont été les principaux points à l'ordre du jour de cette rencontre. Praphan Thienviharn, le coordinateur du Sud Est asiatique, Ki-hwan Chung, Président de la FIMARC et Philip Biswas, coordinateur asiatique ont présidé cette réunion.

La rencontre a commencé par un programme de 2 jours d'immersions dans la partie Sud/Ouest du pays pour visiter des projets de «chaîne de valeurs ajoutées», soutenus par USAID et des projets de pratiques agricoles durables soutenus par l'Union Européenne, Tear Fund, etc. Les participants ont appris

comment les petits paysans préservent et conservent leurs propres semences, spécialement les variétés locales d'haricots, de riz, et de légumes. Ils ont également vu la production de fumiers organiques, la pratique du vermi-compost en lieu et place des engrais chimiques. Les participants et les paysans ont échangé leurs avis et ont partagé leurs expériences afin qu'elles soient profitables pour les uns et les autres.

Les coordinateurs ont eu une rencontre avec les membres du BSDF (Bangladesh Sustainable Development Forum) composé de 26 mouvements. Une présentation «Power point» préparée par le Secrétaire général de la FIMARC a permis à ces mouvements, anciens et nouveaux, de comprendre mieux ce qu'est la FIMARC ses structures, son rôle et ses fonctions.

La coordination asiatique a mis l'accent sur la nécessité d'organiser des ateliers/séminaires et des immersions au sein des pays asiatiques afin de partager les connaissances, les nouvelles idées et les



Rencontre avec BSDF

expériences pour que les bonnes pratiques puissent être apprises et dupliquées quand c'est possible.

Ki-whan a annoncé que 15 paysans membres du CCFM de Corée du Sud visiteraient le Bangladesh en décembre 2013 pour partager et apprendre des paysans du Bangladesh. Il espère qu'en retour, quelques paysans du Bangladesh pourront visiter la Corée du Sud en 2014. Les participants ont accueilli cette annonce très chaleureusement. La coordination asiatique de la FIMARC devrait en principe également organiser un séminaire en novembre 2013 au Kerala (Inde) sur le thème des investissements agricoles.

Ki-hwan et Praphan ont également accompagné le staff de RRF et les enfants de l'école de RRF «Barnamala Biddya-pith» pour un hommage au monument aux martyrs qui ont pour sacrifié leur vie pour la cause et la défense de leur langue maternelle – la langue « Bangla ».

Forum Social Mondial 2013 –Tunis

Le Forum Social Mondial 2013 s'est tenu pour la première fois de son histoire dans un pays arabe, à l'Université El Manar de Tunis du 26 au 30 mars 2013. Près de 5.000 organisations et plus de 30.000 participants venant de 127 pays ont participé à ce FSM qui se présente lui-même comme une alternative au Forum Economique Mondial de Suisse et qui aborde une large gamme de sujets, qui vont de l'environnement à la gouvernance démocratique et encore aux droits des femmes. Les processus révolutionnaires, les rébellions, les guerres civiles et les protestations étaient au

cœur des discussions de même que les problèmes sociaux et économiques autour des printemps arabes et de la crise en Europe. Des milliers de révolutionnaires tunisiens, des activistes anti-globalisation et des groupes de la société civile ont pris les rues de Tunis pour un défilé carnavalesque en guise de marche d'ouverture de ce forum (voir le site www.fsm2013.org). Les activités du FSM ont été organisées durant 5 jours consécutifs avec quelques 1000 ateliers, 70 spectacles musicaux, une centaine de projections de films et une cinquantaine d'expositions.

Avant la fermeture officielle de cet événement international, le 30 mars, une marche en soutien au Peuple Palestinien a été organisée dans le cadre de la Journée de la Terre.

La FIMARC a participé au Forum Social Mondial de Tunis et a organisé un atelier sur les «Alternatives pour un développement rural durable». La FIMARC a également co-organisé un autre atelier sur la «Transition agricole» en partenariat avec le réseau « More and Better ».



*Les changements climatiques
FSM Tunis, mars 2013*



*Atelier FIMARC «Les Alternatives pour un développement rural durable»
FSM Tunis, mars 2013*

VMR
VOIX DU
MONDE RURAL

PUBLIE PAR:

Fédération Internationale des Mouvements d'Adultes Ruraux Catholiques
Federación Internacional de los Movimientos de Adultos Rurales Católicos
Federação Internacional dos Movimentos de Adultos Rurais Católicos
International Federation of Rural Adult Catholic Movements

Editeur Responsable:

George Dixon FERNANDEZ, rue Jaumain 15 - 5330 ASSESSE (BELGIQUE)